



*Graf sur le mur de l'Hôtel-dieu de Montréal, c. 1995.
Pouvons nous dire aujourd'hui que « la nature se venge » ?*

LA MAUVAISE HERBE



vol.6
no.1

La Mauvaise Herbe Vol.6 no.1 Hiver 2007

Si vous voulez rejoindre le collectif du zine : mauvaiseherbe@riseup.net
Vous pouvez nous envoyer vos textes, dessins et annonces.

Contacts

DIRA Bibliothèque libertaire
2035 St-Laurent, Montréal
dira@riseup.net

La Rue Brique
ruebrique@yahoo.ca
<http://laruebrique.org/>

Indigenous People's Solidarity Mov.
Mipsm500@yahoo.ca

Green Anarchy
www.greenanarchy.org/

Terra Selvaggia
Gruppo ecologista il Silvestre,
Via del Cuore 1, 56 127 Pisa

Aliments d'ici
<http://jepermaculture.forumactif.com/>

Cinema Politica
<http://www.cinemapolitica.org>

Activités

29 mars à 20h Soirée de création chaotique
au Café Chaos. organisée par la Forêt Noire

Librairie L'Insoumise
2033 St-Laurent, Montréal

Forêt Noire
<http://www.foretnoire.da.ru>

L'Endehors
Quotidien anarchiste en ligne
<http://endehors.org/>

Llavor d'anarquia
www.gratisweb.com/llavor

Insurgent Desire
<http://www.insurgentdesire.org.uk/>

Anarkhia
www.anarkhia.org/

Agite-Bouffe
A-2490 UQAM

Où est passé l'hiver ?

Début janvier, je marchais sur ma rue quand mon coloc me fait remarquer que les fleurs du voisin s'étaient remises à pousser : on pouvait voir les jeunes pousses vertes percer à la surface du sol. Je savais déjà que l'hiver dernier avait été le plus chaud que le Canada a jamais enregistré (depuis 1848). Je savais déjà qu'on risquait de briser ce record même cette année. Mais de voir des plantes pousser en plein mois de janvier, ça m'a fait comprendre la situation dans une dimension toute autre : je ne pensais jamais que la vue de nouvelles pousses pouvait un jour m'inspirer une telle *terreur*.

Et ça se poursuit. Gardez l'œil ouvert : les opportunistes s'activent à gauche et à droite pour récupérer le phénomène, mais ils ne pourront jamais régler la question avec « plus » de technologie. À défaut d'avoir réussi à abolir le capitalisme et la société industrielle, la nature va nous forcer la main, il ne peut y avoir d'autre issue. C'est la question même de l'écologie : il faut réintégrer notre rôle dans la balance ou s'éteindre. Donc, le moment de rupture avec la Civilisation approche : juste une question de temps avant que ça saute... d'ici là, ce ne sont pas les cibles qui manquent!!!



opposition totale avec les sociétés primitives (absence de pouvoir politique dans sa forme coercitive), des sociétés qui « ne sont pas *policées* » (1974 : 161). L'individu primitif est-il dépendant et soumis à la société, instrument des traditions communes et des croyances collectives? Clastres s'oppose en affirmant que le chef primitif :

« ne dispose d'aucune autorité, d'aucun pouvoir de coercition, d'aucun moyen de donner un ordre », « les gens de la tribu n'ont aucun devoir d'obéissance » (1974 : 175), « vide, le discours du chef l'est justement parce qu'il n'est pas discours de pouvoir : le chef est séparé de la parole parce qu'il est séparé du pouvoir » (1974 : 135), « le chef qui veut faire le chef, on l'abandonne : la société primitive est le lieu du refus d'un pouvoir séparé, parce qu'elle-même, et non le chef, est le lieu réel du pouvoir (...) la société primitive sait, par nature, que la violence est l'essence du pouvoir. En ce savoir s'enracine le souci de maintenir constamment à l'écart l'un de l'autre le pouvoir et l'institution, le commandement et le chef » (1974 : 136)

Les « Lumières » sont donc un mouvement civilisateur pro-étatique. En outre, Durkheim affirme que les fonctions de l'État ne s'arrêteront pas de se multiplier et que la tendance à l'étatisation est universellement irrésistible puisque c'est son rôle de poursuivre les fins collectives *supérieures*. Ils sont aussi porteurs de pratiques ethnocidaires puisqu'ils lient automatiquement toutes croyances collectives à l'institution religieuse européenne qui a toujours eu comme objectif

« de construire un empire pour contrôler les gens » (Boudreau, 2000 : 80). L'État institue les droits individuels et l'individu ne devient qu'un produit de l'État. En fait, il s'occupe de les « modeler à son image, de leur imposer ses manières de penser et d'agir, d'empêcher les dissidences » (1969 : 96) et cherche à « entourer[r] chaque individu de toutes parts et à tous les instants, elle ne lui permet pas de se développer en liberté » (1969 : 96).



Bibliographie

- ABENSOUR, Miguel (dir.). *L'esprit des lois sauvages*. 1987
 BADIE, BERTRAND. *La fin des territoires. (...) 1995*
 BOUDREAU, François. « identité, politique et spiritualité » dans *Recherches amérindiennes au Q.* 2000
 CASTEL, Robert, et HAROCHE, Claudine. *Propriété privée, propriété sociale, propriété de soi*. 2001
 CLASTRES, Pierre. *La société contre l'État*. 1974. Paris, de Minuit, 186p.
 DURKHEIM, Émile. *Leçon de Sociologie*. 1969
 ELIAS, Norbert. *La dynamique de l'Occident*. 1975
 HOBBS, Thomas. *Le Léviathan*. 2000
 LOCKE, John. *Second Traité du gouvernement (1689)*. 1994
 SAHLINS, Marshall. *Stone Age Economics*. 1972
 ROUSSEAU, Jean-Jacques. *Le Contrat Social ou Principes du droit politique*. 1963
 WEBER, Max. *Economy and Society*. 1978

Pensées d'une vie sauvage

Rien faire comme une bête, se laisser aller au fil de l'eau et regarder tranquillement le ciel, « être, rien de plus, sans autre détermination ni désir d'accomplissement », voilà qui pourrait remplacer l'action, l'accomplissement et remplir effectivement la promesse de la logique dialectique : la réactivation de ses propres origines.

- Theodor W. Adorno
 Minima Moralia

Et vivre...

Aux merveilles indicibles de l'aube, aux clameurs étincelantes du midi, au seul silence du crépuscule – vivre, à chaque instant, maintenant et encore maintenant : *consentir au monde tel qu'il est*, sans plus, percevoir la mort et la naissance d'une même joie innocente, laisser venir les nuages, laisser venir la pluie, *laisser venir la tempête*.

Et ne plus jamais fuir.

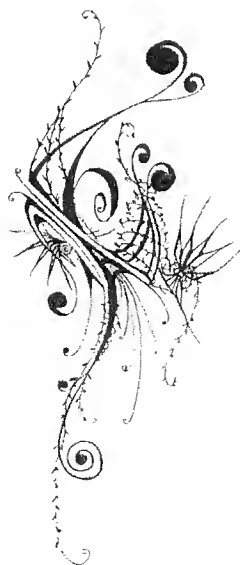
Accueillir chaque cœur battant, chaque joie et chaque peine, chaque sourire et chaque larme, lire dans les yeux, écouter dans l'absence, laisser le silence parler.

Et courir à perdre le souffle, juste pour courir. Et crier à perdre la voix, juste pour crier. Danser sous une musique qui n'a plus jamais besoin d'avoir de sens. Donner sans savoir,

aimer sans comprendre, être en toute volonté : créer pour rien.

Ne plus jamais espérer quoique ce soit d'autre que ce qui *est*. Embrasser un devenir malicieux; parfois plaisant, parfois douloureux, mais *vrai*. Errer en affranchis-e, seul-e ou par centaines, errant-e aux rythmes saccadés d'un chaos impur et *imprévisible* - où chaque jour, chaque lune, chaque saison, chaque être et chaque instant se révèlent peu à peu, sans presse, en mouvement changeants et sensuels; fleurs aux parfums sans noms, arbres aux branchages entremêlés, ruisseaux aux flots glacials et impétueux.

...et fixer les étoiles, lumineuses, sans détourner le regard de l'obscurité qui les sépare, pourtant froide et infinie.



« there are one or more persons whose special task it is to hold themselves ready to apply specially provided means of coercion (legal coercion) as the purpose of norm enforcement » (1978 : 313). La coercition légale est une action sociale ayant comme intention le renforcement de la conformité à une norme. Dans la modernité, la coercition légale par la violence est le monopole de l'État et la loi étatique est un moyen de coercition de la communauté qui vise à faire accepter la norme légale. Donc, un ordre légal existe seulement où il y a présence de moyens coercitifs, physiques ou psychologiques, disponibles à l'État.

La supériorité de la société étatisée n'est pas partagée par tout le monde. En fait, dans un chapitre Miguel Abensour explique que la « société contre l'État ne désigne pas société sans politique, et pas davantage société de refus du politique, mais seulement refus d'une configuration bien déterminée, régionale, du politique » (1987 : 117). C'est une conception qui ne confond pas le politique et l'État. Elle place la société primitive contre la « division en Maîtres et Sujets comme étant une dimension constitutive de la société » (1987 : 119). Et comment Pierre Clastres définit-il l'État? Il faut avant savoir que Pierre Clastres, dans *La société contre l'État*, définit les sociétés primitives comme des sociétés de refus du travail. En s'appuyant sur l'étude de Marshall Sahlins, *Âge de Pierre, Âge d'abondance*, et sur sa propre étude sur les Indiens Guayaki, il

les définit comme « Premières sociétés du loisir, premières sociétés d'abondance » (1974 : 167). Et c'est justement dans la transformation du refus du travail au goût de l'accumulation qui se crée la puissance de contraindre et la capacité de coercition, i.e. le pouvoir politique. Le travail aliéné, l'activité de production visant à satisfaire les besoins des maîtres qui ne travaillent pas, marque l'apparition de dominants / dominés, maîtres et sujets. L'apparition de l'État traduit une :

« nouvelle disposition verticale entre la base et le sommet, c'est la grande coupure politique entre détenteurs de la force. La relation politique de pouvoir précède et fonde la relation économique d'exploit-tation. Avant d'être économique, l'aliénation est politique, le pouvoir est avant le travail, l'économique est une dérive du politique, l'émergence de l'État détermine l'apparition des classes (...) [L'État s'impose] comme maîtrise du milieu naturel et maîtrise du projet social, comme volonté libre de ne laisser glisser hors de son être rien de ce qui pourrait l'altérer, le corrompre et le dissoudre » (1974 : 169).

Subséquentement, l'oppression politique permet l'exploitation. L'auteur se place, contre la vision instrumentale de l'État : « Si la société est organisée par des oppresseurs capables d'exploiter les opprimés, c'est que cette capacité d'imposer l'aliénation repose sur l'usage d'une force, c'est-à-dire sur ce qui fait la substance même de l'État, « monopole de la violence physique légitime » » (1974 : 173). Cette caractéristique est en

que l'État est vu comme légitime pour former les règles morales de la société. Ainsi, ceux qui sont chargés d'établir des règles sont les fonctionnaires d'État. Ils existent « pour penser et pour agir aux lieux et place de la société » (1969 : 85). Cette morale civique forme les devoirs des citoyens. Sa légitimité tient à la croyance que les fonctionnaires ont acquis la Raison et « une conscience spéciale, restreinte, mais plus haute, plus claire » (1969 : 86), ce qui leur permettent de penser la société dans le but de diriger la conduite collective. Ceci vient en contraste radical à l'action directe où tout le monde est considéré comme des sujets conscients capables de décider par eux-mêmes.



La domination, selon Max Weber dans *Economy and Society*, nécessite une division sociale entre dominants / dominés, l'obéissance des conduites sociales de ce dernier aux commandements des premiers, conçus comme autorité légitime. Où Weber rejoint aussi les autres théoriciens de l'État est lorsqu'il affirme que le règne d'un nombre considérable de personnes requiert un groupe administratif qui peut se voir confié l'exécution des ordonnances. L'administration, elle, obéit à ses supérieurs (dominants) en raison de différentes motivations et entretient, dans la gestion du

rapport de domination, une croyance en la « légitimité » du système de domination.

Selon lui, les motivations modernes fondent la « légitimité » du système de domination par le rationnel-légal, entretenant une croyance en la légalité des règlements appliqués et le droit de donner des ordres de ceux qui exercent l'autorité. Par conséquent, l'obéissance est donnée à un ordre impersonnel, objectif, légalement arrêté, étendu aux personnes qui exercent l'autorité administrative. Les ordres rationnels-légaux, d'un chef charismatique ou traditionnels influencent la conduite des dominés, et leur conduite atteint un tel niveau que le contenu de l'ordre devient la maxime de conduite pour leur propre personne. De plus, Weber affirme que le développement des formes modernes d'organisation dans toutes les sphères de la société n'est rien d'autre que le développement et l'expansion de l'administration bureaucratique. Son développement est même considéré comme « at the root of the modern Western state » (1978 : 223), tirant sa supériorité du rôle joué par la connaissance technique. En effet, le développement de la technique moderne et de la production capitaliste « has created an urgent need for stable, strict, intensive, and calculable administration » (1978 : 224). Les deux phénomènes vont donc de pair.

Dans son analyse comparative des normes sociales, Weber nomme « loi garantie » lorsqu'il y a un appareil coercitif, c'est-à-dire

SHAC et la lutte contre l'expérimentation animale

Il y a longtemps qu'une lutte contre l'expérimentation animale avait fait autant de bruit à Montréal. Celle-ci, menée par le groupe SHAC, se manifeste par une campagne d'affichage importante et des actions ponctuelles contre des individus menant des activités liés à l'expérimentation animale. Qui est SHAC, quel est son but et quelles sont ses tactiques ? Voici des informations qui proviennent d'une discussion/interview avec un membre de ce groupe.

Qu'est-ce que ça veut dire SHAC ?

Stop Huntington Animal Cruelty. La compagnie visée, *Huntington life sciences* (HLS), existe depuis le début des années 80 et est située à Huntington en Angleterre. C'est un laboratoire contractuel qui fait des tests sur les animaux pour n'importe quel produit (et n'importe quelle compagnie).

Il travaille principalement sur les tests de toxicité.

Depuis combien de temps existe le groupe ?

Le groupe est fondé en 1999 en Angleterre et évolue dans ce seul pays pendant 2-3 ans. Graduellement d'autres pays se sont greffés à cette lutte spécifique et aujourd'hui SHAC est présent dans environ 20 pays.

Quel est le but principal de SHAC ?

À la base le groupe visait à la fermeture de la compagnie *Hillgrove* qui oeuvrait à la reproduction de chats, puis par la suite de chiens, pour les laboratoires d'expérimentation animale. Aujourd'hui elle vise la compagnie *Huntington life sciences*. Sa tactique principale est de s'en prendre à toutes les compagnies qui font affaire avec HLS pour quelles rompent leurs relations avec celle-ci. Ce peut être les compagnies de



téléphone (*HLS* a perdu sa ligne téléphonique pendant plusieurs mois et ce à trois reprises), de services ménagers, de fournisseur d'aliments...

Les gains furent réels car aujourd'hui, aucune banque ou compagnie d'assurances au monde ne veulent faire affaire avec cette compagnie. D'autres groupes comme *Johnson and Johnson*, *Xeros* ou encore *Deloitte et Touche* ont rompu tout lien avec *HLS*. Quand *SHAC* découvre qu'une compagnie fait affaire avec *HLS*, il lui soumet un ultimatum de 24 heures pour couper tout ses liens avec eux. Après s'être renseigné sur *SHAC*, $\frac{1}{4}$ de ces compagnies arrêtent tout lien avec le laboratoire.

SHAC semble adopter une position confrontationnelle lors de ses actions (suggérant aux

gens d'arriver aux actions vêtu de noir par exemple). Pour quelles raisons ?

Pour la psychologie de la chose, pour le climat de peur que ça peut inspirer chez la cible, pour déranger au maximum en somme. Cette dimension agressive et confrontante au niveau personnel est la raison pour la quelle *SHAC* dérange autant et fonctionne. On va chercher la cible où elle se trouve ; le lundi matin et le dimanche à l'heure du souper devant sa maison, le dimanche matin à son église, une journée de la semaine à l'école des enfants du président de la compagnie qui fait affaire avec *HLS*, etc. La personne visée n'est plus à l'abri derrière un bureau car la campagne le cible dans sa vie de tout les jours. Souvent ces personnes finissent par ne plus être bienvenue à certains endroits car ils passent pour des êtres cruels qui gagnent leur vie en tuant impunément des animaux. Le tout commence cependant



SHAC

appuyée sur le concept de la Raison. Ce principe, concept abstrait servi comme justification de l'action des civilisés, pose les bases de la supériorité morale sur les "autres" et vient défaire les relations de solidarité communale perçue comme contrainte de la tradition. La modernité est alors une campagne civilisatrice pour convertir les "autres" vers un état civil, où tous les droits sont fixés par la loi. Selon ce discours, les sauvages « gagneront » la liberté civile et la propriété. La liberté civile, décrétée par les lois étatiques, est la liberté dans le cadre d'un État de droit, tandis que la propriété présuppose l'anéantissement de la vie communale sur un espace au profit de la propriété individuelle (partielle, puisque le territoire appartient légalement à l'État). Donc, la liberté civile (et morale) renforce et coïncide avec les intérêts de l'État (la dite volonté générale qui est en fait la convergence des intérêts des dominants). Donc, la liberté civile offerte aux « sauvages » retire leur liberté. L'État crée des rapports individuels avec chaque citoyen et les soumet à son action. Dès ce moment, les citoyens forment leur dépendance à l'État et ont de la misère à l'abandonner. Comme le dit Rousseau, la volonté générale nécessite un législateur éclairé par la Raison pour écrire des lois civiles qui visent la transformation (manipulation) des comportements individuels.

La naissance de l'État moderne démocratique

À la fin du 19^e siècle, Émile Durkheim, positiviste et père fondateur du fonctionnalisme,

développe des thèses sur le fonctionnement de l'État moderne et des sociétés "organique". Pour comprendre cette solidarité organique (étatique et industrielle), Durkheim explique que l'État est un groupe politique qui produit une morale civique, c'est-à-dire qui réglemente les relations sociales des sujets. Pour être une société politique, Durkheim pose deux conditions : présence du rapport gouvernants / gouvernés et autorité / soumission. Il est très important, selon Durkheim, que tous les individus sur le territoire national subissent l'action de l'État. Selon lui, la société moderne est la seule société politique puisque l'« autorité n'apparaissant que là où les sociétés comprennent en elles une pluralité de sociétés élémentaires » (1969 : 83). En contraste, la société primitive, ayant un système secondaire de clans, est vue comme a-gouverné : « c'est que plus les clans d'une tribu sont indépendants les uns des autres, plus chacun d'eux tend vers l'autonomie, plus aussi tout ce qui ressemble à un pouvoir gouvernemental quelconque, y fait défaut » (1969 : 83). Ayant pas de pouvoir gouvernemental, la tribu ne joue pas le rôle de l'État. De plus, l'État ne négocie pas avec une forme a-politique ou inférieure, il ne peut que l'intégrer : « les sociétés supérieures sont formées par l'agrégation lente des sociétés politiques inférieures » (1969 : 84). La supériorité morale des États se situe hypothétiquement dans sa complexité organique.

C'est à cause de cette supposée « complexité sociale »

fonction publique royale. Il y a donc eu collision de deux classes sociales, permettant la continuité du pouvoir étatique et de la propriété privée, et pire, le renforcement de ce pouvoir sur les classes populaires et un déséquilibre dans la relation écologique.

Les fonctionnaires s'occupent du respect des lois et les lois représentent « des chaînes artificielles, appelés lois civiles » (Hobbes : XXI). Les sujets sont donc enchaînés à l'État et surveillés par les fonctionnaires. Hobbes définit le contrat comme étant une transmission mutuelle du droit, décrivant sa nature mafieuse : l'État protège ses sujets parce que « l'un reçoit le bénéfice de la vie, et l'autre doit recevoir de l'argent, ou un service pour cela » (ibid : XIV). L'État de droit fonde donc sa légitimité sur son rôle de gardien de l'ordre social hiérarchisé, utilisant une force coercitive pour faire respecter les conventions imposées. Il est le protecteur de ceux qui se soumettent à lui.

Comme l'écrit Locke, l'individu propriétaire est « propriétaire de sa personne » puisqu'il dispose de ressources permettant de reproduire sa condition, tandis que « la classe non propriétaire » ne sont rien, parce qu'ils n'ont rien. La propriété donne une place et une consistance au concept de l'individu et la conception de l'individu propriétaire fonde le régime politique moderne (de citoyens) : « La fin essentielle que poursuivent les hommes qui s'unissent pour former une République et se soumettent à un

gouvernement c'est la préservation de leur propriété » (1994 : 123). La propriété sociale (voir étatique) réhabilite les non propriétaires en leur assurant sécurité et reconnaissance à partir de leur travail (forcée).



Pour Rousseau, le Contrat se fait entre les individus, mais la protection de l'individu est aussi laissée à l'État, qui, de fait, devient le garant des droits individuels (formulés et encadrés par l'État) et le persécuteur de la liberté individuelle. La perception du rôle de « garant des droits individuels » influencera l'idée occidentale du caractère universel de la modernité et du modèle de l'État-nation à travers le monde colonisé. L'État-nation devrait être vu, écrit-il dans *Le Contrat Social*, comme l'être collectif représentant l'intérêt général : « cet acte d'association produit un corps moral et collectif » (Rousseau : I, VI). Et une fois que les citoyens sont réunis en un corps national « on ne peut offenser un des membres sans attaquer le corps, encore moins offenser le corps sans que les membres s'en ressentent » (ibid : I, VII). La force mobilisatrice des citoyens est plus grande que des sujets soumis à un Roi. En effet, le nationalisme vient renforcer l'État.

La réforme de l'État féodal à l'État moderne (des fonctionnaires cléricaux aux laïcs) a aussi été

par un ultimatum et une campagne de fax, email et téléphone adressé à la compagnie visée.

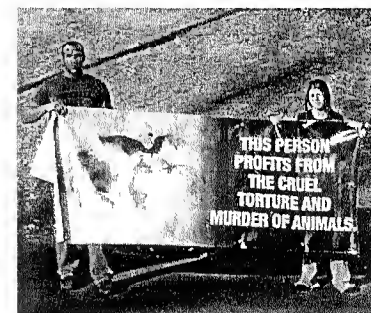
Comment SHAC s'en tire avec la répression policière en général ?

Le fait que les tactiques de SHAC fonctionnent bien et qu'il y a beaucoup de gains favorise la répression policière. Il ne faut pas oublier que le gouvernement fait des démarches soutenues pour sauvegarder l'industrie pharmaceutique qui est la deuxième industrie la plus importante au monde. Dans 5 pays, SHAC est (avec *Animal Liberation Front* et *Earth Liberation Front*) la menace principale à la sécurité intérieure. C'est le cas en Belgique, en Angleterre, aux États-Unis, au Canada et en Suisse. Des pays se servent de lois spécifiques pour combattre la campagne de SHAC comme aux États-Unis avec le *patriot act*. Ce dernier comporte une section *animal entreprise* qui assimile à un acte terroriste toute action qui fait perdre de l'argent à une compagnie qui profite directement de l'exploitation animale ou une

compagnie qui fait affaire avec une telle entreprise.

À quoi faut-il s'attendre de SHAC dans l'avenir ?

Que ça devienne de plus en plus global, plus agressif et que ça rejoigne de plus en plus de pays. SHAC veut aussi faire le pont avec d'autres activistes qui vivent (ou pourraient vivre éventuellement) la répression policière car cette répression sur SHAC peut rapidement se retourner contre n'importe qui lutte contre l'ordre établi.



Pour plus d'infos sur SHAC

www.shac.net

shaccanada@riseup.net

Actualités au pays de la domestication

La vache folle, le bœuf génétiquement modifié et les veaux clonés

Le 20 janvier 1998, deux veaux clonés et modifiés génétiquement voyaient le jour à l'Université du Massachusetts, aux É.U. Le 9 décembre 1998, on assistait à la naissance de huit veaux clonés. La naissance des clones de veaux à l'Institut National Recherche Agronomie (France) en 2002 n'a fait qu'accélérer la course, mais pour la première fois, les chercheurs avouaient leur but (dans les mots de Jean-Paul Renard, directeur de recherche de l'Institut), c'est-à-dire de vendre cette technique aux agriculteurs qui songent à augmenter leur rentabilité de leur industrie. Il faut mentionner que l'INRA se perfectionne dans ce type de technique, ventant même d'être le premier à réussir à cloner un lapin, une espèce considérée comme particulièrement difficile à reproduire en laboratoire. On se demande parfois pourquoi s'obstinent-ils encore de s'appeler un Institut de recherche lorsque la science y est absente?... n'ayant qu'une visée entrepreneuriale, évitant toutes questions épistémologiques et d'évaluations transparentes de leurs résultats.

Il faut se rappeler que le clonage connaît un taux d'échec impressionnant chez les animaux –vaches, souris, chèvres, porcs, chats, bovins (l'espèce la mieux maîtrisée, où le taux de réussite ne dépasse pas 35 %) selon les études les plus sérieuses. Des chercheurs ont aussi constaté que la santé des animaux clonés est déficiente : insuffisance respiratoire, faiblesse du système immunitaire, vieillissement prématuré des cellules...

Le clonage vise donc la reproduction à l'identique, en série, des meilleures bêtes et d'accroître ainsi les profits et la rentabilité.

Au Québec, Starbuck II, clone du taureau vedette, naissait à Saint-Hyacinthe le 7 septembre 2000. C'est le Centre d'insémination artificielle du Québec qui a réalisé le clonage. Starbuck I, dont le sperme a été vendu dans 45 pays, serait le géniteur d'environ 200 000 vaches à travers le monde. Fier de cet exploit, les chercheurs ont oublié le problème de la consanguinité probable dans le proche futur. Ils étaient aveuglés par l'argent, puisque la vente de sa semence aurait rapporté 26 millions de dollars ! Et qu'est-ce

Tout d'abord, l'État territorial moderne naît de la socialisation du monopole des impôts et des moyens de contrainte (Elias : 1975) et sa constitution s'inspire de l'administration territoriale de l'Église (Badie : 1995). Il est un monopole public de domination soumis à un certain degré de contrôle de couches sociales plus ou moins larges, garanti par des institutions gérées par des hommes bénéficiant d'un statut de fonctionnaires. L'État est « l'organe central de l'unité sociale » (1975 : 101), un organe « de coordination et de régulation pour l'ensemble des processus issus de la division des fonctions » (1975 : 102). Ces organes centraux sont un « phénomène typique de l'histoire de l'Occident » (1975 : 103). La « domination » n'est ici rien d'autre que l'accroissement du pouvoir de domination des fonctionnaires centraux dû à l'accroissement de la dépendance d'autres groupes de la société à l'organe suprême. En fait, ses structures et sa puissance viennent de la différenciation progressive des fonctions au sein de la société hiérarchisée et par la fonctionnarisation du pouvoir central.



Thomas Hobbes écrivait dans son ouvrage *Le Léviathan* que pour consolider le pouvoir de l'État absolutiste, il fallait qu'il

fasse des lois à l'intérieur et des guerres avec l'extérieur, et « Là où n'existe pas de loi, il n'y a aucune injustice » (Hobbes : XIII). Elias explique le maintien de l'État absolutiste au pouvoir par le fait des tensions entre les groupes sociaux dominants. L'État, organes de régulation et de contrôle, peut « imposer un compromis assurant le maintien de l'équilibre social entre les intérêts opposés » des couches dominantes. Puis, on peut lire que « pour préserver leur existence sociale ils doivent s'appuyer sur une centrale de coordination [et] les détenteurs d'un tel pouvoir central, quels qu'ils soient, jouissent alors d'une liberté de manœuvre maximale » (1975 : 111). Mais comment donc expliquer le changement d'un régime absolutiste à un régime de démocratie représentative libérale? Elias nous rappelle que « le but suprême de chaque bourgeois est au contraire de se procurer pour lui et sa famille des lettres de noblesse et de bénéficier des privilèges qui y sont attachés » (1975 : 118) en devenant entre autres propriétaires lui-même. Ainsi, le bourgeois influent est celui qui « occupe une position officielle dans l'administration gouvernementale » (1975 : 119), c'est-à-dire de haut fonctionnaire. La transformation des structures sociales du pouvoir, due à la différenciation fonctionnelle et l'interdépendance grandissante des intérêts, nécessitait aussi une administration éduquée, ce qui favorisa la bourgeoisie au sein de l'État absolutiste. Elle devenait alors le sujet politique prenant de plus en plus de place dans la

Contre l'État

Un phénomène social a traversé l'histoire des civilisations et qui continue d'exercer un pouvoir considérable, je parle de l'État et ce qui vient avec, le fonctionnariat. L'État a-t-elle toujours existé? N'est-il pas une création de la civilisation (sédentarisation de groupes humains, domestication de la vie, surplus dans la production) afin de mieux consolider et protéger le pouvoir de certains? Une société étatisée est-elle la seule forme possible de vivre ensemble, la meilleure forme, la plus « évoluée », qui ne peut être surpassée? Pouvons-nous revenir arrière pour se rediriger ou aller au-delà de celle-ci? Enfin de déconstruire l'État, je vais tout d'abord analyser, de manière descriptive, certaines logiques des théoriciens de l'État et je vais souligner les justifications et caractéristiques typique de ce dernier. Pour un survol très pertinent de l'État (incluant la forme pré moderne), je vous suggère la lecture du livre de Gaston Leval *L'État dans l'histoire*.

En ce qui concerne l'État moderne, il réussit à étendre son pouvoir d'impôt et de coercition sur tout son territoire, et même à s'étendre à l'extérieur (par imposition ou imitation). L'État est partout une guerre menée par des propriétaires contre les droits collectifs informels (substantiels aux cultures humaines), acquis dans les sociétés non civilisées, au nom de la protection de la propriété, des droits individuels et

civils formels (formalisés et institutionnalisés par l'État). Cet essai permettra de mieux comprendre les acteurs qui cherchent réorganiser à la société à une étatique (la hiérarchisant), à soumettre les populations humaines et à détruire tous les liens sociaux hors médiation de l'État.

Le fondement de l'État moderne

Le fondement idéologique de l'État moderne se retrouve dans de ce que certains appellent le *Siècle des Lumières*, où deux régimes s'affrontèrent à travers la domination de l'appareil de l'État. C'est une époque où les efforts, chez les élites européens, se multiplient pour promouvoir un État puissant et détenant un monopole sur la transformation de la société. L'individu se trouve alors isolé de ses liens sociaux et subit une quotidienneté encadrée par l'État visant à défaire les pratiques vernaculaires orales élaborées par la vie communale.

L'État est fondé sur une caste sociale bien particulière, les propriétaires, avec qui il entretient sa légitimité puisque la demande de cette caste sociale est justement leur protection et celle de leurs terres. Cette référence à la protection des « hommes » de la nation par une force centralisée et militaire a aussi été remarqué par l'anthropologue Pierre Clastres : « l'État serait le représentant et le protecteur des propriétaires » (1974 : 174).

que cela a-t-il rapporté aux agriculteurs à part l'augmentation des standards moyens de production et la surproduction (et les pertes) de laits ?

En 2004-2005, des équipes de l'Université du Connecticut aux États-Unis et de l'Institut de reproduction Kagoshima au Japon, financées par la grande industrie, ont analysés une centaine d'éléments de « produits » clonés et les ont comparés à un échantillon laitier et de viande d'animaux non clonés. Ils ont conclu que les « produits » clonés sont dans les normes des viandes et produits laitiers de bovins autorisés actuellement pour la consommation humaine.



Tout récemment, la Food and Drug Agency (FDA) vient d'autoriser la commercialisation des viandes et des laitages d'animaux clones d'ici la fin de 2007, affirmant (Stephen Sundlof, de la FDA) que les aliments clonés et/ou génétiquement modifiés sont aussi bons pour la consommation humaine que ceux non clonés ni génétiquement modifiés d'après l'analyse de plusieurs études. Par contre, en 2003, elle avait publiquement exprimé des réserves sur

l'innocuité de ces produits. De plus, certains groupes accusent la FDA d'avoir ignoré délibérément des études qui montrent que la gestation d'animaux génétiquement modifiés se termine souvent en avortements spontanés et que de nombreux animaux clonés souffrent de déformation et ne parviennent pas à l'âge adulte. Ceux qui naîtront sans trop de problèmes seront tués avant la mort précoce, donc personne ne pourra distinguer l'état de ses bêtes à table. J'ai déjà hâte au prochain souper des fêtes avec un six pâtes, une fausse tourtière et un ragoût de boulettes douteux.

Et qu'est-ce qu'on leur donne à manger à tous ces bovins génétiquement modifiés ? Facile, la farine à base animale pour les engraisser plus vite. Farine animale fait à partir de tous les carcasses de veaux génétiquement modifiés morts prématurés ? Mais la vache folle ? Ne t'inquiète pas man, les chercheurs-fous, cette fois-ci c'est une équipe japonaise et américaine financée par la société biotechnologie Hematech, ont développé tout récemment grâce au génie génétique une technique pour élever des vaches immunisées contre l'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB), la vache folle, une maladie qui attaque le système nerveux central des bovins.

Ces chercheurs disent avoir éliminé, chez 12 bovins, le gène responsable de la création des prions, protéines à l'origine de la maladie. Les premiers résultats laissent entendre que les tissus cérébraux de deux des 12 vaches, exposés aux prions en laboratoire n'ont pas été affectés par la maladie. 1 sur 6, tout en considérant qu'il faut jusqu'à deux ans pour pouvoir poser le diagnostic de l'ESB chez un animal... C'est pas mal raté leur truc.

La leçon pseudo-scientifique de cette histoire est si t'ingère des matières indigestes, dans ce cas-ci des matières animales (incluant sa propre espèce) à des espèces herbivores, il suffit seulement qu'on enlève le gène qui produit la réaction de défense de l'espèce bovine contre sa dégénérescence au lieu de lui laisser manger sa bouffe où ils veulent, quand ils veulent.

Après l'échec relatif des produits miracles (la pénicilline au début du siècle, l'aspirine dans les années 50, l'antibiotique dans les années 80) et ses effets d'effondrements répétitifs des systèmes immunitaires des personnes, ils ont maintenant la foi au génie génétique comme solution miracle. Les bactéries et virus se sont renforcés grâce aux produits dits miracles, mais à quoi doit-on s'attendre des expériences

de génie génétique des alchimistes modernes ?



Les astronautes tarés

En mai 2006, on a appris que les rayons cosmiques galactiques endommagent fortement les télomères des cellules humains (séquences d'ADN répétitives situées à l'extrémité des chromosomes et impliquées dans le vieillissement). Cela veut donc dire que les astronautes, qui ont voyagé dans l'espace, ont vieilli plus vite (ex : la précocité des cataractes développées par les astronautes). La logique civilisée du « on s'en crisse de la Terre, on en trouvera une autre » se heurte à un cul de sac. Quel progrès !

La valse syndicale

Le 22 décembre dernier, on a appris que l'exécutif du syndicat d'Alcan a en effet recommandé aux travailleurs, réunis en assemblée générale, d'accepter les offres améliorées de la multinationale aluminerie Alcan, une entreprise extrêmement polluante et énergivore équivalent à 45% de toute l'électricité du Québec, tout ça sans payer un sou à Hydro-Québec (en fait, c'est la seule entité qui n'est pas soumise au monopole d'Hydro et l'État

Et comme bons anarchistes nous mourrons de savoir: à quand les prochains candidats certifiés bio-équitables? Tant pis si la police continue à nous tabasser, tant pis si le marché continue de nous mutiler, si des millions s'alignent docilement devant leurs *reality shows* : tant que le bourreau revêt son beau sourire et nous promet d'être délicat, n'est-ce pas pleinement satisfaisant? N'est-ce pas jouissif? Dites, où est-ce qu'on signe!? On veut notre carte de membre! On veut faire notre part dans l'Histoire! Ressuscitons Simon Bolivar, tant qu'à y être, Louis Blanc et Martin Luther, et allons docilement agiter quelques pancartes devant la piscine d'Hugo Chavez!

Et quoi? On attend le Spectacle les dents serrées, cyniques parmis les cyniques. Deux cent ans après la Révolution Française et la même connerie se répète... ça va être génial.

...et comment mieux terminer cette revue nauséuse que par une citation de John Zerzan dans *Future Primitive* : « pourquoi défendre ce à quoi nous sommes pris en otage? [...] Seule une communauté 'négative', basé explicitement sur le mépris des catégories de communauté existante, est légitime et appropriée à nos fins. »

et la fin s'exprime déjà la pratique du compromis comme principe politique : accumuler des demi-volontés et des espoirs futiles en espérant qu'un tir atteigne sa cible, quelque part.

À défaut de renverser et d'abolir l'État, Québec Solidaire réussira à accorder plus de légitimité au gouvernement, ne serais-ce qu'en impliquant la possibilité de le changer pour le mieux. Et combien d'heures, combien de gens, combien d'efforts seront investies dans ce projet débile, dans ce système réducteur, dans cette machine idéologique; aveugle et insensible, sclérosée dès sa création, lancée comme un rouleau-compresseur dans la vacuité grisâtre de la Civilisation.

Nous espérons qu'ils et elles nous répondent en accusant les anarchistes et autres radicaux à tendances autonomistes, vraiment. Nous attendons qu'ils et elles nous qualifient d'idéalistes, de laxistes, de brebis égarées et autres anathèmes bien reçus : prouvant par la négative à quel point nous tenons à notre liberté, et confirmant en d'autres batailles intestines pourquoi nous n'allons jamais la sacrifier dans le vote.

Après tout, qu'est-ce que le Québec, et qu'est-ce qu'être « solidaire » !? Le Québec, c'est un symbole réifié : comme territoire il s'agit d'un construit spatial d'aucune signification réelle. Bref, on en a rien à foutre. Et la « solidarité » reste un mot plus qu'une pratique. Le langage étant inférieur à la conscience, un discours identitaire ne fera jamais que reproduire les catégories de l'exclusion. Des mots, il y en a des milliers, tant qu'à un choisir un, ce sera ANARCHISTE.

québécois lui avait donné le droit de construire ses propres centrales). Le président Stéphane Desgagné a affirmé : « On a fait une recommandation positive des offres patronales. Alcan a fait sa part, le conciliateur a fait sa part ». Les travailleurs ont finalement accepté l'offre patronale. Résultat : l'acceptation de la sous-traitance, la création de 20 à 25 nouveaux postes à l'usine, les employés de bureau serait protégés en cas de réorganisation et augmentation salariale de 4%. Avec ses menaces ridicules de s'en aller ailleurs (l'électricité en grande quantité et gratuite ne se trouvent pas partout), Alcan divise pour régner. En collaboration, le syndicat accepte le décaliçage de l'écosystème du Saguenay-Lac St-Jean et la précarisation de centaines de travailleurs (pour la plupart des jeunes travailleur-se-s) afin de perpétrer pour une clique un mode de vie de surconsommation. Le massacre s'amplifiera, puisque Alcan vient d'annoncer le début de la construction de la phase deux de l'usine d'Alma. Au lieu de subventionner une industrie polluante inutile, ces subventions pouvaient très facilement aider aux démarrages et agrandissement des coops de travail et celles-ci n'auraient pas un impact aussi catastrophique sur la région.

On se rappelle qu'en janvier 2004, les 550 travailleurs de l'usine Arvida, à Saguenay, avaient

occupé l'usine et avait maintenu la production dans les salles de cuves, défiant trois ordonnances d'arrêter leurs activités. Le commissaire du Travail, Robert Côté, avait finalement émis en février 2004 une injonction permanente contre les employés des salles de cuves Sodeberg pour que ceux-ci reprennent le démantèlement des installations. Le syndicat avait déclaré qu'il entendait se soumettre à cette injonction.

En octobre 2005, Alcan et le syndicat se sont entendus pour entreprendre dès janvier 2006 les pourparlers en vue de renouveler la convention collective. Le syndicat avait affirmé à l'époque avoir accepté l'offre d'Alcan parce que la conclusion d'une nouvelle entente allait favoriser un éventuel investissement dans cette usine. Le directeur québécois des Métallos, Michel Arsenault, avait affirmé que le contexte des grèves illégales illustrait selon lui la nécessité de créer un climat de travail plus propice, ce qui voulait dire négociation à la baisse. Plus d'un an plus tard, les travailleurs ont donné un mandat de grève à l'exécutif du syndicat. Le syndicat réclame 1% de plus que les employés les mieux payés de l'industrie. Alcan, ainsi que le maire d'Alma, Gérald Scullion, avait averti les travailleurs qu'une grève compromettrait les projets d'agrandissement de l'usine.

Quelques jours passèrent et Alcan, par l'entremise de son chef de direction Richards Evans, annonçait finalement, jouant les villages les uns contre les autres, des investissements de 2,1 milliards de dollars en 10 ans dans la région de Saguenay. Les investissements devraient permettre la capacité de produire de 400 à 450 millions de tonnes d'aluminium. Alcan a confirmé également la construction d'une aluminerie pilote au complexe Jonquière, au coût de 636 millions de dollars. La nouvelle aluminerie sera la deuxième au monde à utiliser un procédé de pointe appelé AP-50, qui permet une capacité de production de métal deux fois et demie supérieure à celle de l'usine d'Alma, avec 44 cuves de type AP-50 et devrait produire initialement 60 000 tonnes d'aluminium. L'État, en coupant dans les services publics, leur a donné beaucoup de subventions : un prêt sans intérêt de 400 millions de dollars ; un fonds de 10 millions pour soutenir les sous-traitants de la région ; un cadeau de 235 mégawatts d'électricité supplémentaires. Jean Charest, le maire de Saguenay Jean Tremblay, ainsi que le président d'Alcan, Jean Simon, ont tous les trois tenus à souligner l'importante contribution du syndicat à cet important investissement en acceptant des conditions de travail plus souples, comme la possibilité de faire

affaires avec des sous-traitants. Autant que l'État et l'Industrie, le syndicat pensent au cash et au pouvoir, et ne prête aucune attention au gâchis du paysage, de la contamination de l'eau et la précarisation des jeunes afin de maintenir leur mode de vie de surconsommation. La contamination à l'aluminium ne cessera donc pas, mais qui s'en souviendra lorsque les cas d'Alzheimer augmenteront?



Tant qu'à polluer le Saguenay, polluons-le comme il faut

Le 18 décembre 2006, on a appris que l'usine d'Alma d'Abitibi-Consolidated est prise avec un sérieux problème environnemental. La papeterie rejette trop de phosphore dans ses eaux usées, dû à son nouveau procédé de fabrication de papier. La responsable des communications à l'usine, Jocelyne Boucher, a affirmé « C'est un problème inattendu qui s'est présenté à nous ». Oh oui ? Bien, c'est correct d'abord... Mais, le nouveau papier requiert plus de phosphore et le système de traitement des eaux usées n'est pas en mesure de répondre à la tâche, me semble que c'était assez basique comme prévision. Suite à cette pratique, Abitibi-

l'écocide, l'hétérocentrique, le patriarcat, l'anthropocentrisme, le racisme, l'exclusion, l'aliénation technologique, l'espécisme?

Hum. Non et re-non. Vieille rengaine dont nous connaissons chaque morceau, parfaitement répétée à grands coups de réunions, d'assemblées interminables, de congrès inter-machins, de plateformisme ascète et *bla bla bla*. Un bureaucratisme consciencieux et réfléchit, déjà familier des procédures, phénomène quelque peu croustillant pour les médias, appuyé du communautaire institutionnel, de quelques syndicats, d'une part du milieu étudiant.

Québec Solidaire est une organisation noyée dans quelques fantasmes socio-démocrates : démocratie participative, l'altermondialisme, société civile, type Forum Social Mondial, etc. Mais on sait déjà où elle s'en va, et depuis le Sommet des Amériques on a très bien compris la praxis réformatrice : opposée à la diversité des tactiques, opposée aux radicaux, défendant le travail et accordant une légitimité éhontée au système représentatif, à l'État, à la gouvernance, bref, à l'autorité.

Manifestation effective de l'aliénation ; même en y croyant pas vraiment, les militants-es de Québec Solidaire se lancent dans la structure sans réellement croire qu'elle correspond à leurs désirs, mais bien qu'elle peut mener à « quelque chose de mieux ». *Quelque chose de mieux*, voilà ce qui résume bien le leitmotiv participatif, et si possible quelque chose durant son vivant, plus on vieillit plus on veut du court terme!

Et dans cette même blessure entre ce qui est voulu et ce qui est fait, entre le moyen

En file docile pour le Spectacle

L'année 2007 verra assurément les prochaines élections provinciales. L'administration Charest étant reconnue comme la plus méprisée depuis le règne de Duplessis, on peut s'attendre à ce qu'une levée spectaculaire plutôt juteuse tente de la détrôner.

Et quelle course! D'un côté, la droite imbécile d'une force écrasante, les supposés « lucides », les nationaux de tous acabit, la nouvelle droite de l'ADQ, les catho-conservateurs et leur popularité grandissante. De son côté, le Parti Québécois et son agent de relation publiques, le coquilleux André Boisclair, promet de nous prouver assez merveilleusement que l'orientation sexuelle n'a rien à voir avec le paternalisme, autant que Pauline Marois aurait pu, si elle avait gagné la chefferie, nous confondre assez brillamment sur le fait qu'un uterus puisse contenir quelque garantie d'échappatoire au fascisme (dix points pour le *queer*! On gagne du terrain!).

Évidemment, toutes les contributions *ad absurdum* de la droite à la critique anti-civilisationnelle pâlie en comparaison à celle de la sacro-sainte Gauche avec un grand G. Oui oui, *Québec Solidaire*, « new and improved » : formule gagnante de la gauche réformiste fondue, refondue et re-refondue, maintenant prête à livrer l'ultime grande bataille mythico-cosmique contre... contre quoi, au juste!?

Contre l'État? Contre le capitalisme?
Contre l'armée, la police? Contre la servitude,

Consolidated arrive au deuxième rang des plus importants pollueurs d'eau au Canada. On a eu le temps de les classer avant qu'il admette le problème.



Retour sur un massacre annoncé

Le matin du 11 janvier 2007, la marionnette Jean Charest a donné le coup d'envoi des travaux du projet de construction de la centrale Eastmain 1-A, qui coûtera 4\$ milliards et entraînera la dérivation de la rivière Rupert. Ce projet rapportera beaucoup d'argent à la société par actions Hydro-Québec (détenues majoritairement par l'État québécois); il va contribuer à l'extinction des poissons de fonds de lacs et la contamination au mercure des autres poissons et des animaux s'y abreuvent, ainsi que la mort des animaux nomades qui devront essayer de contourner le futur réservoir; et finalement il s'agit enfin d'un cadeau empoisonné aux communautés crie puisque l'argent est pour un temps limité et que quasiment toute la nourriture fraîche disponible dans la région va disparaître ou être contaminée. Thierry Vandal, un autre idiot de PDG d'Hydro-Québec, a affirmé en entrevue que c'est un excellent projet au niveau socio-

économique, un bon projet du côté environnemental, un projet qui tient en compte tous les enjeux environnementaux. Il se cache derrière l'entente la Paix des Braves (entente signée en 2002 avec une institution créée et régulée par l'État canadien, le Conseil de bande Crie) et l'approbation des comités environnementaux (personnel choisis par l'État) contre tous ceux qui soulignent la forte opposition des trois communautés crie touchées par ce détournement. Lorsque on creuse le sujet, on s'aperçoit que la totalité de l'énergie produite par cette nouvelle centrale va aller pour la grosse industrie polluante du Québec (ce qu'ils appellent la demande québécoise) et pour l'exportation vers les États-Unis.

Note encourageante, un comité d'accueil crie ont réussi à bloquer l'accès au gouvernement québécois pour son coup d'envoi. Il a été fait à partir de Montréal au lieu de l'endroit de la centrale. La Sureté du Québec avait avoué qu'il était impossible de sécuriser les lieux contre l'opposition crie. Les opposants ont essayé de se rendre à Montréal, mais ils ont été pognés dans le Parc de la Vérendrye par des fortes chutes de neige. Dommage...

Pour comprendre un peu plus l'historique des événements, je vous conseille la brochure *État, Hydro et résistance crie*.

disponible par Diffusion Mauvaise Herbe et à la Librairie L'Insoumise.



De la bouche d'un civilisé

Suite à la mise au fait de la non-intégration de la majorité des colons français aux sociétés qui les ont accueillis, Bernard Landry répondit à son interlocuteur « vous ne voulez pas balayer 4 siècles d'histoire quand même ! ». Peut-être que balayer des dizaines de siècle d'histoire autochtone est plus justifiable selon lui ? Mais ce réactionnaire ne s'arrêta pas là : « vous saurez que les autochtones au Québec sont les mieux traités à travers le monde ». Pure démagogie, puisque il ne dit pas sur quoi il se base et selon quels critères sociaux. Ce n'est pas en inondant les terres autour des communautés et leur donner deux pinottes de plus (pour un temps limité) que tu aideras les autochtones. Historiquement, l'aide du gouvernement a toujours visé une plus grande soumission des autochtones (les convertir pour « sauver » leur âme, les sédentariser pour les « sortir » de l'état sauvage, leur imposer un Conseil de bande pour qu'ils se « gouvernent », les arracher de leur parent pour les mettre dans

des écoles afin de les civiliser – voir acculturer –, etc.). Après un massacre et une expropriation massive de leurs terres (le début de la colonisation), suivi d'un ethnocide (école résidentiel) où beaucoup de jeunes autochtones ont périls, ont été civilement battus, et ont été abusés sexuellement, sans compter la rupture des liens familiaux (15 ans sans voir les parents, ni la communauté) dans le seul but des transformer en de futurs consommateurs dociles d'une culture en décomposition, le petit geste charitable des ententes entre gouvernement et Conseil de bande n'est pas de l'aide sérieuse. Mais comment les aider réellement ? Avant tout, il y a la reconnaissance de l'expropriation forcée des terres de sociétés qui nous ont, pour la plupart, accueillis sans trop condition et qui nous ont même aidés à survivre. Ensuite, la reconnaissance de notre rôle (passivité envers les gestes du gouvernement) dans la transmission volontaire de maladies graves aux autochtones afin de les exterminer, des actes de massacres planifiés dans le contexte des guerres coloniales et la tentative d'acculturation des écoles résidentiels. Enfin, il y aurait le soutien à ce qu'ils valorisent leurs cultures, leurs moyens de subsistance et leurs formes d'organisation sociale tribale.

mayor impacto. Cuando se habla de memoria colectiva, hay que decirlo todo incluyendo la tristeza, el dolor, la alegría y con datos reales, si no, es propaganda.

¿ Como imaginas tu próxima exposición ?

Ya la tengo en mente. Será sobre mi familia, como sujetos de la historia. Por ejemplo, mi abuela y bisabuela que hicieron actos ilícitos a comienzos del siglo XX, debido a las condiciones de las mujeres (dictaduras liberales).



¿ Del inicio hasta ahora, donde te llevó “ psicológicamente ” tu exposición ?

Me siento más comprometido en alcanzar la justicia para las personas que murieron.

¿ Tu lugar favorito de exposición...?

Panzós

¿ El lugar donde la exposición impactó más ?

En Sudbury, donde hay la sede principal de la minería INCO. También, impactó mucho a los jóvenes de Guatemala.

¿ Algo que cambiaría ahora a su exposición ?

Actualizaría que todavía la minería canadiense persiste en Panzós.

¡ Miles de gracias Marlon por tu tiempo y colaboración con la Mala Hierba !

¿ Ahora, que sucederá con la gente luchadora de la región de Alta Verapaz y Izabal ? La guerra sigue y los famosos Acuerdos de Paz no aparecen por este caso. Además, Marlon, que quisiera regresar a Canadá un día por seguir compartiendo con la gente allí, quizás no va a poder lograr otra visa, debido a su participación en contra de la minería canadiense. Si es el caso, tendríamos con luchar con el para lograr su entrada a esta frontera tan injusta.

Como conclusión, les dejo con estas palabras de Marlon que me impactaron bastante :

“ Los muertos de Panzós tenían vida, no nacieron muertos... Se habla de 156 muertos o de 156 vivos...”

durante los años de conflictos, trabajaba con pequeños formatos como respuesta al miedo.

Entre estos límites, hay también el hecho de que nunca pude cumplir con mi deseo de entrar en una escuela de arte, debido las escuelas en crisis y el asesinato de muchos profesores. Debido a que nunca estudié en una institución, mi trabajo se queda muy académico. Aprendí estudiando en varios libros y refiriéndome a mi entorno, por ejemplo, me sirvió mucho la televisión para ver los juegos de luces. Se sirve de cualquier medio de comunicación para hacer una interacción entre el objeto y el sujeto.
XXXXXXXXXX

¿ Que intención tienen tus pinturas del conflicto armado ?

Es contar la verdad y la verdad incluye todo. La gente que sobrevivió también es parte de la vida, de la esperanza. Contar todo es incluir la esperanza con el dolor.

¿ Que mensaje quieres llevar al público con tu exposición ?

Contar la historia del masacre. Lo que sucedió al pueblo de Panzós y la valentía que han tenido las mujeres y las viudas en lo que han vivido.



¿ Como reaccionó la comunidad de Panzós hacia tus pinturas ?

Primero, resultó peligroso por el pueblo de llevar la exposición en Panzós. Ahora, hay una parte de la exposición guardada en el museo comunitario allí. Las mujeres, a ver la exposición, no se sienten olvidas. Además, las pinturas fueron utilizadas en Panzós por los psicólogos y sus pacientes como apoyo al reequilibrio psico-emocional. En fin, la exposición sirvió de contra propaganda contra el gobierno, este último decía al pueblo que el masacre era sus culpas.

¿ Piensas que sirve realmente impulsar la memoria colectiva para prevenir y evitar conflictos sociales ?

Si, sirve en la medida que lo hagas bien y eso utilizando los datos reales. Un día, hice una entrevista por un diario nacional y ellos cambiaron las cifras de muertos para más "sensacionalismo", para

The Fifth Estate and Voting



In the current issue of the American publication *Fifth Estate*, readers are subjected to yet another pro-voting article, this time around by regular contributor Walker Lane. A previous similar article had been penned by David Watson, whose involvement with the paper goes back to the 70s.

Adopting a triumphalist tone, Lane states that most of the anarchists he knows vote--which only demonstrates he doesn't hang out with the right crowd.

Meanwhile, American anarchist publications such as *Green Anarchy* or *Anarchy* have not adopted a pro-electoralist stance, a thoroughly discredited outlook in Montreal following the ignominious demise of the Ecology Montreal Party, a municipal party influenced by the ideas of Murray Bookchin and which at one point attracted a number of local anarchists. *FEers* thumping for the Democratic Party have no weak Bookchinist type excuse that they just vote locally but not on a national level and must thus take full responsibility for supporting such an outfit.

Reasons for not voting are numerous and just as valid as they ever were.



It is hardly in our interest to empower those who leave us powerless and are held in lower esteem by most people than used car salesmen. Let's put our energy into creative resistance instead.

Recently, the *Fifth Estate* has dropped the anarchist label and now calls itself "anti-authoritarian." I have always considered anti-authoritarian an evasive nonsense term and the *FE's* pro-electoralist articles are further proof. What more

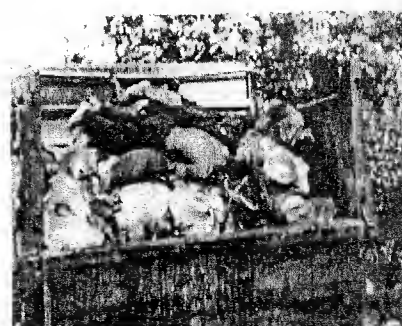
incarnates authority than a party which presently controls both houses of Congress of the most powerful country on earth and will probably shortly occupy the presidency.

Once one of North America's most vibrant and though-provoking publications in the 70s and 80s, the *Fifth Estate* continues its slide toward irrelevance.



campesin@s siguen la lucha para reapropiarse sus tierras tomadas por los finqueros y las empresas multinacionales que tomaron el poder, como por ejemplo INCO, una mina canadiense que tiene su sede principal en Sudbury, en la provincia de Ontario. Por mayor información, consultar los sitios Web siguiente: mimundo-jamesrodriguez-esp.blogspot.com/search/label/estor - 56k - www.globalexchange.org/countries/americas/guatemala/3397.html - 33k -

En 1997, un año después de los famosos Acuerdos de Paz en Guatemala, surgió la presencia de Marlon García Arriaga, pintor y fotógrafo guatemalteco con un talento inmenso. Marlon decidió de ser parte del proceso de justicia con la gente de Panzós, ubicado en el departamento de Santa María Cahabón, Alta Verapaz. Después de haber vivido años de terror y de masacre, el pueblo de Panzós tiene que luchar por sus derechos que han sido y que todavía están amenazados.



La presencia de Marlon en Panzós permitió recolectar fotos como archivo y también, pintar los colores después de la masacre. Marlon montó una exposición de pinturas y fotos que se llevó hasta Canadá, para educar y sensibilizar la gente a propósito de estos años de terror. Para conocer más a este gran artista, decidí entrevistarle para conocerlo un poco más y presentarle sus reflexiones hacia su obra.

¿ Ahora, que representa la pintura para ti ?

Para mí, la pintura es el registro de la historia de lo que he vivido y de lo que ha vivido el pueblo guatemalteco. En cambio, la fotografía para mí es como su prosa y la pintura, es la poesía de la imagenXXXXXXXXX En fin, la pintura significa para mí ahora un compromiso con la realidad.

¿ Como te sientes ahora hacia el conflicto armado que hubo de 1960 hasta 1996 ?

Me siento que es ineludible. Siento Guatemala como un país marcado por la guerra. Tres parientes míos murieron durante esta época. Y durante estos años de gran conflictos, mi vida como artista tuvo mucha limite ; ahora, me conocen aquí en Guatemala como un pintor de "gran formato" y

comme arriérés, "inefficaces", corrompus, et opaques. Les rapports sociaux dans la civilisation sont vantés comme transparents et redevables, libéraux, égalitaires ou méritocratiques, efficaces et humanitaires. Ces mêmes rapports sont médiatisés par l'expertise technique, ce qui renforce un aspect « rationnel » de la hiérarchie. L'autonomie et l'autosuffisance sont dénoncées comme des foyers d'oppressions traditionnelles et d'égoïsme économique ou autre. Contre cela la civilisation amène la dépendance, la centralisation et la spécialisation, ruinant ainsi toute possibilité d'autonomie et d'égalité dans les conditions matérielles et les rapports entre communautés.

La civilisation est lourdement investie (hypothéquée) dans le développement technique; l'accroissement de la civilisation ne serait concevable sans l'accroissement du phénomène technique. Le domaine technique affaiblit et fragilise nos liens avec le reste de la nature, et transforme d'avantage nos rapports sociaux. L'artifice technique renforce l'illusion de notre domination de la nature, et de notre contrôle et gestion de la situation de crise actuel. Les soi-disants bienfaits de la création de la richesse dans la civilisation (capitaliste, il va presque sans dire) sont nul autre que le renforcement de cette dépendance technique, la multiplication des problèmes techniques et leur gestion, sans ignorer que cette "richesse" est pour la plupart dérobée de la nature et prend de plus en plus l'allure d'une dilapidation effrénée. Ce que nous créons surtout c'est la misère écologique de demain et un monde hanté par des restes techniques polluants et dangereux. Donc, pour beaucoup d'anarchistes verts, la civilisation est considérée dans son ensemble comme une manifestation trans-historique de l'émergence d'un système d'exploitation, de hiérarchie, de dénaturalisation de la vie humaine, et de la vie sur terre plus généralement. La civilisation est aussi vue comme une émanation récente dans l'histoire de l'humain : À peine 5000 ans de civilisation pour au moins 500,000 ans d'humains.

La crise écologique présente n'est pas unique dans l'histoire : c'est aussi par l'ingérence humaine que le « croissant fertile » est devenu désertique, ou qu'ont pu disparaître les forêts de cèdres du Liban. L'effondrement prochain de notre civilisation, --malgré de ne pas être garant d'un meilleur avenir pour nous ou d'autres espèces-- est souhaitable dans le sens que la dévastation écologique qu'engendre présentent la civilisation mène vers la catastrophe et l'effondrement de toute façon. Que le massacre se freine au plus vite possible. Ni les anarchistes verts ou d'autres groupes écologistes dans la société avons les moyens pour directement influencer cette dévastation; la prise de conscience et l'action devra se répandre plus largement à travers la société. Les bases d'appui de la civilisation devront être retirées, abandonnées ou corrompues sinon, ce seront les conditions matérielles (écologiques) de la civilisation qui vont s'effondrer au point de faire basculer la civilisation dans une crise économique grave et irrécupérable. Qui parmi les humains resterons ? Comment ils vivront ? Des questions difficiles, tabous, presque sans réponses. Allons nous vivre moins éloigné des rythmes et des bases écologiques et biologiques de la terre; assisterons nous à des « autochtonisations » ici et là de l'espèce ? Il est souhaitable que nous conservions, que nous rétablissions et que nous cultivions une multitude de foyers de connaissances, de pratiques et de bases naturels et locales pour rétablir un semblant d'harmonie entre notre espèce et le reste du monde.

Los colores después de la masacre

Guatemala de 1960 a 1996 : una guerra civil, un genocidio.

36 años de violencia pura y dura, los militares contra la guerrilla.

Entre todos los pueblos indígenas atacados y destrozados por los militares, existe la masacre de Panzós :

“El 29 de Mayo de 1978, personas de varias comunidades comenzaron a juntarse en la Plaza Pública de Panzós. El objetivo de la reunión era organizarse para ver qué se podía hacer en cuanto a los problemas de la tierra y presentar una petición al Señor Alcalde de Panzós, Walter Overdick García. Aquel día, varios miembros del Ejército de Guatemala estaban ubicados en la puerta y otros se encontraban en el tejado de la municipalidad, en el tejado de la iglesia y encima del Salón Municipal. Aproximadamente a las 9.00 horas comenzaron a disparar apuntando al cuerpo de la gente que estaba presente. Los disparos provenían de las armas que portaban los miembros del Ejército y de tres metralletas ubicadas a las orillas de la plaza. Los disparos

se escucharon por todo el pueblo.

Inmediatamente después de los hechos, los miembros del Ejército cerraron el paso en las principales calles, pretendiendo no dejar salir a los que estaban dentro ni entrar a los de fuera. Para eliminar a todos los presentes en la plaza, los soldados buscaron en las casas donde vieron que los civiles se metían, entraban violentamente y los vigilaban. Algunos sobrevivientes llegaron al Centro de Salud, que después fue rodeado por soldados.

Miembros del Ejército metieron los cadáveres en un remolque de un camión de la Municipalidad, los llevaron cerca del cementerio público y con un tractor, probablemente de propiedad del señor Flavio Monzón, hicieron un hoyo y los tiraron.

En total murieron aproximadamente 160 personas, pero el gobierno del general Laugerud García no procesó a nadie. Referencia : (www.terrorfileonline.org/es/index.php/Masacre_de_Panzós,_29_de_Mayo_de_1978 - 13k -)

Hoy, todavía, en la región de Alta Verapaz y Izabal, los

(suite à la page 21)

L'anarchisme vert et la question de la civilisation...

Un ami me demande pourquoi les anarchistes verts s'attaquent souvent à toute « la civilisation » ? N'est ce pas le capitalisme et le patriarcat les problèmes ? Et de toute façon, comment définissons nous que, par exemple, les Algonquin ne constituent pas une civilisation, mais que l'Europe en fait une ?

Premièrement retons une définition de « civilisation » que l'écrivain Fredy Perlman a élaboré dans son oeuvre *Contre le Léviathan, contre sa légende (Against His-story, Against Leviathan, 1982)*. Au delà de l'établissement de l'agriculture et la redéfinition de l'espace en centres (urbains) versus les campagnes, il y a l'émergence d'institutions hiérarchisées et impersonnelles. Autres aspects : l'élargissement de la domestication, la perte d'autosuffisance alimentaire et l'exploitation du travail, la spécialisation, la guerre dans les rapports économiques et sociaux. Il y a aussi l'émergence de rapports sociaux de masse, la division croissante entre le privé/domestique et le public, et la catégorie du "politique" qui à la fois englobe et centralise tout ce qui concerne la société donnée et qui essaie de limiter son mandat aux affaires publiques et de l'état. Perlman soulève aussi le "progrès" technique, qui viens avec ces changements sociaux-économiques. Contre la civilisation, il est possible à tous le moins de parler de cultures humaines,

et même de savoir faire humain qui serait commun à toute l'espèce. Si la civilisation demeure une forme de culture, cela ne suppose pas que toutes cultures doivent être considérées comme des civilisations. La distinction ne se trouve pas non plus dans la "complexité" des pratiques; cette idée pernicieuse qu'il y a des cultures avancées et d'autres plus simples. Toute culture englobe nécessairement tous les aspects de la vie humaine, car toute société aura à élaborer et offrir des façons de faire et des explications et raisons d'être de leur monde. L'expérience des anthropologues, - ou de simples contacts inter-culturels - démontre à quel point les sociétés sont subtilement complexes, développées et opaques pour l'étranger qui veut les comprendre.

Les cultures humaines sont capables de cohabiter et conserver leur spécificité. Les civilisations tendent vers l'hégémonie et l'élargissement, ce que nous appelons l'impérialisme. Face aux moyens violents de la civilisation, les autres cultures sont subverties et assimilées, réduites au folklorique, ou carrément détruites. La civilisation ne peut supporter des sous-pouvoirs traditionnels ou autres qui entraveraient sa domination. Dans ce sens, la civilisation tend vers la destruction des communautés qui pourraient fonctionner malgré la hiérarchie étatique de la civilisation. Les rapports directs, locaux, personnels sont remplacés par des modèles bureaucratiques, techniques, centralisés et "gérés". Les premiers sont dénoncés

